25 ans après les premières élections multiraciales, l’Afrique du Sud est devenue l’enfer sur terre

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 30 avril 2019

Communiqué de Bernard Lugan

En Afrique du Sud, le 27 avril 1994, il y a donc 25 ans, se tinrent les premières élections multiraciales. Grâce à elles, l’enfer de l’apartheid allait être oublié et le paradis sur terre allait advenir puisque, des fontaines de la démocratie non raciale allaient couler le lait et le miel. Alléluia !

Vingt-cinq ans plus tard, les illusions ont été dissipées et le pays a sombré :

– Taux de chômage officiel, 27,7% (taux officieux 40%).
– Chômage des jeunes âgés de 15 à 34 ans, 38,8% selon le taux officiel.
– PIB en chute libre : 3,5% en 2011 ; 2,6% en 2012 ; 1,9% en 2013 ; 0,6% en 2016 ; 1,3% en 2017 et 0,8% en 2018, alors qu’il faudrait 7% durant plusieurs décennies pour simplement stabiliser la pauvreté.

– Economie entrée en récession technique depuis 2018.
– Revenu de la tranche la plus démunie de la population noire inférieur de près de 50% à celui qu'il était sous le régime blanc d'avant 1994.
– Un habitant sur trois survivant grâce aux aides sociales, le Social Grant.
– A l'exception de l'agriculture, branche encore contrôlée par les Blancs, tous les secteurs économiques sud-africains sont en recul ou en faillite, à commencer par les industries de main d'œuvre (textile, vêtement, chaussures), qui n'ont pu résister aux importations chinoises. Quant aux secteurs de la mécanique dans lesquels, avant 1994, l'Afrique du Sud produisait la majeure partie des pièces dont ses industries avaient besoin, ils sont moribonds.
– Les mines ont sombré. En raison des pertes de production et des coûts d'exploitation en hausse constants, nombre de puits secondaires ont fermé, entraînant la mise à pied de dizaines de milliers de mineurs. Pour maintenir la production, il aurait fallu investir des sommes colossales, mais le climat social, la corruption et l'insécurité ont découragé les investisseurs qui ont préféré faire glisser leurs activités vers des pays moins incertains.
– L'industrie minière est pénalisée par les coupures de courant à répétition car la compagnie publique Eskom, littéralement pillée par ses nouveaux dirigeants nommés par l'ANC a vécu sur l'héritage laissé par le régime blanc sans procéder aux investissements indispensables. Résultat : les mines qui représentent aujourd'hui 10% du PIB sud-africain, qui emploient 8% de la population active et qui sont le premier employeur du pays avec 500.000 emplois directs, ont perdu plus de 300.000 emplois depuis 1994.
– La criminalité fait de l'Afrique du Sud un des pays les plus dangereux au monde.
– L'exceptionnel maillage médical a disparu.

Face à ce désastre, regardons en arrière.

En 1994, quand, après avoir menti à son peuple, le président De Klerk hissa au pouvoir un Nelson Mandela bien incapable de le conquérir par les armes, il légua à l'ANC la première économie du continent, un pays doté d'infrastructures de communication et de transport à l'égal des pays développés, un secteur financier moderne et prospère, une large indépendance énergétique, une industrie diversifiée, des capacités techniques de haut niveau et la première armée africaine.

Libérée de l' « oppression raciale », la « nouvelle Afrique du Sud » fut immédiatement la proie du parti prédateur ANC dont les cadres, aussi incapables que corrompus, eurent comme objectif principal leur propre enrichissement. Caricature du corrompu, le président Zuma fut évincé par un coup d'Etat interne à l'ANC qui mit au pouvoir le vice-président Cyril Ramaphosa. A cette occasion, le monde médiatique entonna son habituel péan: débarrassée du « maffieux » Zuma remplacé par le « vertueux » Ramaphosa, l'Afrique du Sud allait pouvoir renouer avec l'héritage de Nelson Mandela.

Or, comme je l'ai dit à l'époque, en dehors du fait qu'un Venda allait remplacer un Zulu, cette révolution de palais n'allait rien changer au pays. A un Jacob Zuma lié au gang indien Gupta, succédait en effet l'ex syndicaliste Cyril Ramaphosa qui avait trahi ses camarades mineurs en se vendant au patronat blanc. C'est en effet dans les conseils d'administration des sociétés minières au sein desquels il fut adoubé pour contrer les revendications des mineurs dont il avait été le représentant avant 1994, qu'il édifia sa colossale fortune !!!
Pris entre les pressions des milieux d'affaires pro-occidentaux dont il était la créature, et celles des tendances radicales-racialistes lourdes qui constituent le fonds de commerce de l'ANC et des partisans de Julius Malema, le nouveau président se trouva vite paralysé. Et, comme d'habitude, il utilisa l'habituel joker des politiciens de

l’ANC aux abois, à savoir la dénonciation du bouc-émissaire représenté par les fermiers blancs.

25 ans après les premières élections multiraciales, et comme l’a dit avec justesse Julius Malema: « *En Afrique du Sud, la situation est pire que sous l’apartheid la seule chose qui a changé, c’est qu’un gouvernement blanc a été remplacé par un gouvernement de Noirs ».*
Avec une différence cependant : avant 1994 les Noirs ne mouraient pas de faim, ils étaient gratuitement soignés et éduqués, l’électricité fonctionnait, les pénuries d’eau étaient inconnues et la police faisait son travail.

Mais, tout cela appartient au passé car, entre 1994 et 2019, l’ANC, le mouvement de Nelson Mandela, a conduit l’Afrique du Sud vers un naufrage. Selon la Banque Mondiale, et bien que réalisant ¼ du PIB de tout le continent, le pays est aujourd’hui devenu un des 5 pays « les moins performants » d’Afrique, juste devant les Comores, Madagascar, le Soudan et le Swaziland…
En 25 ans de pouvoir, l’ANC a donc ruiné un pays prospère, le transformant en un Etat du « tiers-monde » dérivant dans un océan de pénuries, de corruption, de misère sociale et de violences.